



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
00000022 /AONO/MINEE/CIPM/2026 DU 7 MARS 2023
POUR L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION DU MOBILIER DE BUREAU DANS LES
SERVICES CENTRAUX DU MINISTERE DE L'EAU ET L'ENERGIE. EN PROCEDURE
D'URGENCE

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre l'amélioration des conditions de travail du personnel, le Ministre de l'Eau et de l'Energie lance un Appel d'offres national Ouvert pour l'acquisition et l'installation du mobilier de bureau dans les services centraux du Ministère de l'Eau et l'Energie en procédure d'urgence.

2. Consistance des prestations

Les prestations du présent marché consistent en l'acquisition et l'installation du mobilier de bureau dans les services centraux du Ministère de l'eau et l'Energie conformes aux spécifications définies dans le présent Appel d'Offre.

N°	DESIGNATION	QUANTITE
01	FAUTEUIL ERGONOMIQUE de bureau S2 VASEAT - accoudoirs réglables - appui-tête intégré – noir	151
02	Fauteuil Ergonomique FE-5015A Fauteuil de bureau BOP - accoudoirs réglables - appui-tête - cuir noir	18

3. Tranches /Allotissement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres se feront en un (1) lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de cinquante millions (50 000 000) FCFA TTC.

5. Délai prévisionnel et lieu de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour la livraison des fournitures objet du présent appel d'offres est de trois (03) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

Le lieu de livraison est le Ministère de l'Eau et l'Energie

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises de droit Camerounais.

7. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, seront financées par le BIP MINEE de l'exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire n° 60 32 343 1 33000001 0133 524118

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission,

timbré au tarif en vigueur, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à : **cinq cent mille (500 000) FCFA** assortie du récépissé de la CDEC

Et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté sur la plateforme COLEPS <https://www.marchespublics.cm>, <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP www.armp.cm et le dossier physique aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics du Ministère de l'Eau et de l'Energie 3ème étage de la TOUR Immeuble Ministériel N°1 porte N°03T12 ; BP 70 Yaoundé, Tél. : 222 230013 dès publication du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier physique d'Appel d'Offres peut être obtenu au Service des Marchés Publics du Ministère de l'Eau et de l'Energie, 3ème étage de la TOUR Immeuble Ministériel N°1 porte N° 03T12 BP 70 Yaoundé, Tél. : 222 230013 dès publication du présent avis, d'une somme non remboursable d'un montant de **50 000 (cinquante mille) FCFA** représentant le montant d'acquisition du DAO contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être déposée sur la plateforme COLEPS (<https://www.marchespublics.cm>) au plus tard le ... **20 AVR 2026** ... à **14 heures précises**, heure locale.

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 05 Mo pour l'offre administrative ;
- 15 Mo pour l'offre technique ;
- 05 Mo pour l'offre financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

Pour la soumission en ligne : l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS dans le délai fixé au présent article.

Une copie de sauvegarde de l'Offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible " copie sauvegarde", en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

0000000222
APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
POUR L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION DU MOBILIER DE BUREAU DANS LES
SERVICES CENTRAUX DU MINISTRE DE L'EAU ET L'ENERGIE. EN PROCEDURE
D'URGENCE
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

13- Recevabilité des plis

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif devront impérativement être produites en originale ou en copie certifiée conforme par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente conformément aux stipulations du RPAO. Elles devront obligatoirement de moins de trois mois ou avoir été établi postérieurement à la date de signature de l'appel d'offre.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission provisoire (garantie de soumission) établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement bancaire de premier ordre ou compagnie d'assurance agréée par le Ministère en charge des Finances, timbré au tarif en vigueur, acquitté à la main et dont la liste figure dans la pièce N°12 du DAO et valable pendant 30 au-delà de la date originelle de validité des offres d'un montant égal à **cinq cent mille (500 000) FCFA** assortie du récépissé de la CDEC

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. l'absence du timbre et de la mention acquitté sur la caution rendra l'offre irrecevable.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des offres administratives, des propositions techniques et financières, aura lieu le **20 AVR 2026** à 15 heures dans la salle de réunions de la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère de l'Eau et de l'Énergie sise à Yaoundé Mvog Ada à l'immeuble annexe N°2 troisième étage .

Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier peuvent assister à cette séance d'ouverture

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent obligatoirement dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

L'ouverture des offres se fera en ligne au plus tard une heure après celle limite de réception des offres fixée dans le Dossier d'Appel d'Offres.

15- Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment de :

- L'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- La non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Les fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- Le non-respect d'au moins 03 critères essentiels sur 04 ;
- L'absence de prospectus, catalogue, dessin ou fiche technique produit par le fabricant ;
- L'absence de la capacité financière d'un montant supérieure ou égale à 10 000 000 FCFA ;
- L'absence des preuves d'acceptation des conditions du Marché ;
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- L'absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de chantier durant les trois (03) dernières années ;
- L'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.
- L'absence de la lettre de soumission de l'offre financière suivant le modèle de soumission joint en annexe 2 ;
- L'absence des délais de livraison dans la lettre de soumission de l'offre financière ;
- L'absence de la charte d'intégrité ;
- L'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental ;
- Le non-respect du format de fichiers des offres.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres.

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- présentation de l'offre ;
- références du soumissionnaire ;
- documents de garantie ;
- calendrier de livraison (planning et calendrier de réalisation des services connexes).

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17- Nombre maximum de lots :

Les prestations objet du présent Appel d'Offres se feront en un (1 lot) unique.

18- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 jours à partir de la date limite

initiale fixée pour la remise des offres.

19- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires générales Services des Marchés Publics au Ministère de l'Eau et de l'Energie, sis à l'Immeuble ministériel n°1, 3ème étage porte 03T12, tél 222 226183 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage..

20- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP ou le Maître d'Ouvrage.

Yaoundé, le 17 MARS 2025...

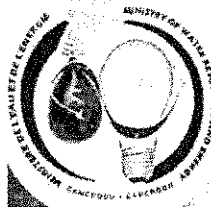
Le Ministre de l'Eau et de l'Énergie
(Maître d'Ouvrage)

Copies:

- MINMAP (pour information)
- ARMP (pour publication)
- CIPM/MINEE (pour information) ;
- DAG (Archivage/Affichage/chrono).



G. Essomba
Gaston Essomba



NATIONAL INVITATION TO TENDER
No 000022 /AONO/MINEE/CIPM/2026 OF 17 MARS 2026
**FOR THE ACQUISITION AND INSTALLATION OF OFFICE FURNITURE IN THE
CENTRAL SERVICES OF THE MINISTRY OF WATER AND ENERGY. UNDER AN
EMERGENCY PROCEDURE**

1. Purpose of the Invitation to Tender

In order to improve working conditions for staff, the Minister of Water and Energy is launching an open national invitation to tender for the acquisition and installation of office furniture in the central services of the Ministry of Water and Energy, using an emergency procedure.

2. Scope of Services

The services under this contract consist of the acquisition and installation of office furniture in the central services of the Ministry of Water and Energy, conforming to the specifications defined in this Invitation to Tender.

No.	DESCRIPTION	QUANTITY
01	S2 VASEAT Ergonomic Office Chair - Adjustable Armrests - Integrated Headrest - Black 151	151
02	FE-5015A Ergonomic Office Chair BOP Office Chair - Adjustable Armrests - Headrest - Black Leather 18	18

3. Batches/Lots

The services covered by this Invitation to Tender will be provided in a single lot.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the project, following preliminary studies, is **fifty million (50,000,000) FCFA** including VAT.

5. Estimated Delivery Time and Location

The maximum delivery time stipulated by the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority for the delivery of the supplies covered by this Invitation to Tender is three (3) months. This period begins from the date of notification of the service order to commence work.

The delivery location is the Ministry of Water and Energy.

This period begins from the date of notification of the service order to commence services.

6. Participation and Origin

Participation in this tender is open to companies incorporated under Cameroonian law.

7. Financing

The services covered by this tender will be financed by the MINEE Public Investment Budget for the 2026 fiscal year, under budget line number 60 32 343 1 33000001 0133 524118.

8. Submission Method

The submission method for this consultation is exclusively online.

9. Bid Security

Each bidder must include with their administrative documents a bid security, stamped at the current rate, paid by hand, issued by an organization or financial institution authorized by the Minister of

Finance to issue guarantees in the field of public procurement, a list of which is included in document 14 of the bidding documents. The amount of the bid security is **five hundred thousand (500,000) FCFA**, accompanied by the receipt from the CDEC (Commission for the Development of Public Procurement).

The bid security must be valid for thirty (30) days beyond the initial validity period of the bids.

The absence of a bid security issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees in the context of public procurement will result in the outright rejection of the bid. A bid security submitted but unrelated to the consultation in question will be considered absent. The bid security submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10. Consultation of the Tender Documents

The documents can be consulted on the COLEPS platform <https://www.marchespublics.cm>, <http://www.publiccontracts.cm> and on the ARMP website www.amp.cm. A physical copy of the documents is also available for consultation during business hours at the Directorate of General Affairs, Public Procurement Department of the Ministry of Water and Energy, 3rd floor of the Tower, Ministerial Building No. 1, door No. 03T12; P.O. Box 70 Yaoundé, Tel.: 222 230013, from the date of publication of this notice.

11. Acquisition of the Tender Documents

The physical Tender Documents can be obtained from the Public Procurement Department of the Ministry of Water and Energy, 3rd floor of the Ministerial Building Tower No. 1, door No. 03T12, BP 70 Yaoundé, Tel.: 222 230013, upon publication of this notice, for a non-refundable fee of **50,000 (fifty thousand) FCFA** representing the cost of acquiring the Tender Documents, upon presentation of a receipt for payment to the Public Treasury.

It is also possible to obtain the electronic version of the Tender Documents by free download from the addresses indicated above. However, submission by physical or electronic means is conditional upon payment of the Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Bids

Each bid, written in French or English, must be submitted to the COLEPS platform (<https://www.marchespublics.cm>) no later than 20 APR 2020 at 2:00 PM local time.

The maximum file sizes for documents submitted to the platform that constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the administrative bid;
- 15 MB for the technical bid;
- 5 MB for the financial bid.

The accepted formats are:

- PDF for text documents;
- JPEG for images.

The bidder should use compression software to reduce the size of the files to be submitted. For online submission: the bid must be submitted by the bidder to the COLEPS platform within the deadline specified in this article.

A backup copy of the Bid, saved on a USB drive or CD/DVD, must be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "Backup Copy," in addition to the information below, within the specified deadlines.

0000022 / AONO/MINEE/CIPM/2026 OF 17 MARS 2026
OPEN NATIONAL TENDER
FOR THE ACQUISITION AND INSTALLATION OF OFFICE FURNITURE IN THE CENTRAL
SERVICES OF THE MINISTRY OF WATER AND ENERGY. URGENT PROCEDURE

"TO BE OPENED ONLY AT THE OPENING SESSION"

13- Admissibility of Bids

Under penalty of rejection, the documents in the administrative file must be submitted in original form or as certified copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Rules of Procedure for Bids. They must be less than three months old or have been issued after the date of signature of the call for tenders.

Any incomplete offer, in accordance with the requirements of the Tender Documents, will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid security issued by a first-category financial institution or organization authorized by the Minister of Finance to issue guarantees in the field of public procurement, or failure to comply with the templates for the documents in the Tender Documents, will result in the outright rejection of the offer without recourse.

Each bidder must include with their administrative documents a provisional bid security (bid bond) issued according to the model indicated in the Tender Documents by a first-class bank or insurance company approved by the Ministry of Finance, stamped at the current rate, paid by hand, and listed in document No. 12 of the Tender Documents. This security must be valid for 30 days beyond the original bid validity date and be in the amount of **five hundred thousand (500,000) FCFA**, accompanied by the CDEC receipt.

The administrative documents, the technical offer, and the financial offer must be placed in separate, sealed envelopes. The following will be rejected by the Contracting Authority:

- Envelopes bearing the bidders' identities,
- Envelopes received after the submission deadlines,
- Envelopes without identifying the Tender.
- Bids not conforming to the submission method

A bid security submitted but unrelated to the tender in question is considered missing. A bid security presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible. The absence of a stamp and the "paid" inscription on the security will render the bid inadmissible.

14- Opening of Bids

The opening of administrative, technical, and financial proposals will take place on 20 AVR 2026 at 3:00 PM in the meeting room of the Internal Procurement Commission of the Ministry of Water and Energy, located in Yaoundé Mvog Ada, Annex Building No. 2, third floor.

Only bidders or their duly authorized representatives with a thorough understanding of the tender documents may attend this opening session.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in original form or certified copies from the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Tender Regulations. They must be less than three (3) months

old from the original bid submission date or have been prepared after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file at the time of bid opening, after a 48-hour period granted by the Commission, the bid will be rejected.

Bids will be opened online no later than one hour after the deadline for receipt of bids specified in the Tender Documents.

15- Evaluation Criteria

15.1 Elimination Criteria

The elimination criteria define the minimum conditions that must be met to be admitted to the evaluation based on the essential criteria. They are not subject to scoring. Failure to meet these criteria will result in the rejection of the bidder's offer.

These include, in particular:

The absence or non-compliance of the bid security at the time of bid opening;

- Failure to submit, within 48 hours of the bid opening, any document in the administrative file deemed non-compliant or missing at the time of bid opening (except for the bid security);
- False statements, fraudulent maneuvers, or falsification of documents;
- Failure to meet at least three out of four essential criteria;
- Absence of a brochure, catalog, drawing, or technical data sheet produced by the manufacturer;
- Lack of financial capacity equal to or greater than 10,000,000 FCFA;
- Lack of proof of acceptance of the contract terms;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of a sworn statement attesting to not having abandoned any project during the last three (3) years;
- The absence of a backup copy in case of a COLEPS platform malfunction.
- The absence of the financial offer submission letter following the submission template attached in Appendix 2;
- The absence of delivery deadlines in the financial offer submission letter;
- The absence of the integrity charter;
- The absence of the social and environmental commitment declaration;
- Failure to comply with the offer file format.

15.2. Essential Criteria

The essential criteria are those that are paramount or key to assessing the candidates' technical and financial capacity to perform the services that are the subject of the call for tenders.

The essential criteria for qualifying bidders will focus on:

- Presentation of the offer;
- Bidder references;
- Guarantee documents;
- Delivery schedule (planning and schedule for the execution of related services).

16- Award

The Contracting Authority will award the contract to the bidder whose offer meets the required technical and financial qualification criteria and whose offer is deemed the lowest.

17- Maximum number of lots:

The services covered by this Invitation to Tender will be provided in a single lot.

18- Validity period of offers